COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 31 MARS 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

SAUVONS DESMOND TROTTER !

La deuxième manifestation organisée par le Comité Martiniquais pour la Défense de Desmond Trotter a rassemblé plusieurs centaines de personnes samedi 27 à Fort-de-France.

En Guadeloupe, le SNES-Sup Droit a lancé un appel au soutien de tous les syndicats et groupes politiques.

Par ailleurs, un appel signé notamment par des personnalités politiques de gauche a été adressé au Premier Ministre de la Dominique, Patrick John, lui demandant d'écarter la menace de mort qui pèse sur Desmond Trotter.

Jusqu'ici rien de tout cela ne semble avoir été pris en compte par le dirigeant

dominicain, et Desmond Trotter est toujours en prison. D'une minute à l'autre il peut être exécuté, son appel ayant été rejeté.

Or tout montre que Desmond Trotter est innocent. Le seul témoignage "établi" sa culpabilité s'est révélé être un faux-témoignage, fabriqué par la police elle-même.

Mais pour Patrick John le vrai crime de Trotter c'est d'être un militant anti-colonialiste. Un militant qui dénonce sans relâche la situation faite à son pays et au peuple de la Dominique par le colonialisme anglais et son représentant local Patrick John.

Alors tous les prétextes sont bons :

Et l'assassinat à Roseau le 26 février 74 d'un américain devient l'occasion rêvée. L'assassin reste introuvable...? Qu'à cela ne tienne ! L'assassin officiel sera Desmond Trotter. C'est, pour le cerveau policier d'un Patrick John le moyen à la fois de liquider un militant qui gêne et de donner un sérieux avertissement à tous ses camarades. C'est certainement aussi le moyen de cacher bien d'autres choses...

Car enfin, qui est cet américain qui s'est fait assassiner à la Dominique un soir de février 74 ?

On le connaissait sous le nom de JIRASEK John. Cinquante ans. On ne lui connaît pas d'autre profession que celui de touriste. C'était la cinquième fois qu'il venait à la Dominique. L'instruction de l'affaire ne révèle rien sur son Domicile ou sur son activité professionnelle aux Etats Unis ou encore sur sa famille.

Qui est cet homme ? Qui représente-t-il ? Qu'est-il venu faire cinq fois de suite à la Dominique ? C'est de toute évidence dans cette direction qu'il convient de chercher si l'on veut trouver et les causes et l'auteur de son élimination. Si Patrick John ne le fait pas, c'est qu'il a ses raisons pour ne pas le faire.

En attendant il faut un coupable, Trotter sera ce coupable, Trotter payera.

Contre cet assassinat légal, pour sauver la vie de Desmond Trotter, pour obtenir sa libération immédiate, Combat Ouvrier soutient et s'associe à toutes les initiatives qui sont prises actuellement ou qui seront prises dans les heures qui viennent.

LA SOUFRIERE : GUADELOUPE EVITER L'AFFOLEMENT, OUI ! MAIS COMMENT ?

Jusqu'à lundi soir les hypothèses les plus fantaisistes circulaient sur l'évolution supposée des phénomènes volcaniques. Il a fallu attendre l'émission du 29 mars de FR3 pour qu'enfin on entende quelques explications plus claires d'un responsable des services chargés de la surveillance du volcan.

Il est vain de demander sans cesse à la population de ne pas s'affoler comme le fait l'administration sur les ondes de radio-Guadeloupe. Cela ne peut précipitamment qu'accroître la méfiance et donc engendrer éventuellement la panique à la moindre alerte vraie ou fausse.

Comment en effet convaincre les habitants de Basse-Terre à Capesterre qu'il n'y a rien de grave quand depuis plus d'une semaine la terre tremble dans la région souvent plusieurs fois par jour et presque tous les jours.

Oui, il faut éviter toute panique et tout affolement. Il faut réagir avec sang-froid et mesure. Mais justement une telle réaction ne pourrait être obtenue que si la population avait une entière confiance dans ceux qui prennent les mesures décisives. Or cette population est bien placée pour savoir que bien d'autres intérêts passent aux yeux de ceux qui dirigent, avant le souci de sa sécurité. Elle a aussi trop l'habitude des mensonges officiels pour accorder d'emblée crédit à ce qui est diffusé sur les ondes gouvernementales.

Pour éviter la panique, en cas d'aggravation de l'activité du volcan, et pour organiser efficacement le déplacement de plusieurs milliers de personnes en quelques heures, il faudrait que dans la population même soit organisées à la

fois des séances d'information complètement et clairement données, et parallèlement des exercices préparatoires au déplacement de tous ces milliers de gens qui devront partir au cas où les choses deviendraient plus graves.

Mais dans toute cette affaire comme dans toutes celles où la sécurité de la population est en jeu, la question d'argent prend le pas sur toute autre considération.

Préparer la population à réagir d'une manière organisée cela risque de coûter cher. Cela risque pendant quelques heures par jour d'interrompre la production, et l'état et les entreprises seraient bien obligés d'en supporter les frais.

Mais il y a aussi une autre considération qui rend une telle démarche impossible pour les gouvernants, c'est la peur permanente de tout ce qui permet aux pauvres de s'organiser pour prendre en main leurs propres problèmes. Sait-on jamais ? D'ici que cela leur donne l'idée de s'organiser ensuite pour autre chose, il pourrait bien y avoir qu'un pas à franchir. Cette peur seule suffit à dissuader le pouvoir de les associer aux mesures "anti-éruptions".

Les travailleurs de la région de Basse-Terre doivent poser ainsi le problème et exiger que leur sécurité soit organisée avec leur concours. C'est une précaution élémentaire qui permet de faire face au danger; au manque de vigilance par lassitude, à celui donc d'être surpris et d'avoir à affronter de gros problèmes d'évacuation dans le désordre, à l'affolement prématuré ou inconsidéré.

La meilleure parade contre tous ces dangers est que les hommes fassent front d'une manière consciente et organisée à leurs propres problèmes.

Visite de Haby, ministre de "l'éducation nationale"

Le ministre de l'Education Nationale de France se rend dans les colonies. René Haby sera en effet aux Antilles à partir de jeudi. Il paraît qu'il s'agit d'un voyage d'étude, de travail pour voir les problèmes qui se posent dans l'enseignement. Mais dès son arrivée, le ministre s'engouffrera dans l'hélicoptère de la préfecture et ira voir les écoles de Saint-Claude. Pourquoi ce choix? Eh bien! Saint-Claude, n'est-ce pas là que se trouve la résidence préfectorale? Après avoir fait son petit tour dans les écoles, Haby n'aura que quelques mètres à faire pour se mettre au repos chez le préfet. Voyage de travail, certes, mais il ne faut quand même pas se surmener!

Pour faire bonne mesure, il verra aussi les écoles de Bouillante, dans la commune du député UDR Guillod. Là, on aura sans doute droit au traditionnel discours sur l'oeuvre de la France en matière scolaire.

Puis ce sera au tour de l'UDR Hélène de recevoir le ministre.

Quand on vous dit que c'est un voyage de travail, alors il faut le croire, non!!

Mais dans tout ce programme, Haby a oublié qu'il y avait des syndicats. Il serait prévu paraît-il une rencontre de CINQ MINUTES entre les syndicats et ... les conseillers techniques de Haby. De vrais ordinateurs ces conseillers! En cinq minutes ils auront fait le tour des problèmes. Il est vrai que Chirac avait lui fait le tour des problèmes de la Guadeloupe en 30 minutes! En tous cas, le personnel de l'enseignement ne semble pas outre mesure persuadé de la bonne volonté, ni du désir de travailler du ministre et de son aéro-page de conseillers. Une grève de tous les établissements scolaires est en effet décidée pour jeudi et vendredi.

Des manifestations sont prévues à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France.

GUADELOUPE

NOUVEAU CENTRE HOSPITALIER : 800 POSTES, MAIS POUR QUI ?

Récemment, sur les ondes de FR3 et dans le cadre de l'émission de 13 heures magazine, le directeur de l'Hôpital Général annonçait la création future de près de 800 postes dans le cadre de l'agrandissement du Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre.

Pourtant, bien des demandes d'emplois qui ont été ces jours-ci adressées à la direction ont été rejetées sous prétexte que celle-ci n'avait rien en vue.

Pour qui donc réserve-t-on ces 800 postes ?

A cette question posée par un auditeur, le directeur s'est bien gardé de répondre car il sait que la plupart de ces futurs emplois ne sont réservés ni aux employés de l'actuel Hôpital Général,

ni aux jeunes guadeloupéennes en chômage.

En effet, jusqu'à présent il ne leur est offert aucune possibilité de se recycler ou de suivre des stages leur permettant de remplir les conditions d'embauche exigées. L'administration envisage-t-elle alors de recruter du personnel étranger, à 7.000km ?

Dans un pays où le principal fléau est le chômage il est inconcevable que l'on crée du travail pour les autres et pas pour nous.

Employés de l'hôpital, nous devons nous sentir tous concernés par ce problème, et dès maintenant nous mobiliser pour empêcher l'administration d'appliquer son plan cynique.

JOSMAR INCULPÉ POUR COUPS ET BLESSURES

Depuis samedi 27 mars le flic Josmar a été inculpé pour coups et blessures et placé sous contrôle judiciaire. Il a été aussitôt suspendu de ses fonctions. Rappelons que le mercredi 17 mars Josmar Flessait de coups de rasoir Félix Relautte, membre dirigeant du SNES lors d'une manifestation pacifique pour la liberté d'expression à FR3. Malgré les nombreux témoignages de l'affaire il a fallu les dénonciations de la presse et les photos montrant Josmar tenant une arme pour que celui-ci soit inculpé. Remarquons aussi que s'il s'était agi d'un particulier, la justice n'aurait pas attendu des jours.

Nous restons cependant sceptiques quant à la valeur d'un tel geste car justement Josmar aura tout à attendre de la complicité de ses supérieurs et de la mansuétude de la justice, qui par ailleurs frappe bien plus lourdement pour des délits bien moindres.

PROCHAINEMENT LE GALA DE COMBAT OUVRIER APPEL AUX ARTISTES

Le troisième gala annuel de Combat Ouvrier aura lieu au mois de juin.

Comme les années précédentes, ce sera l'occasion pour nos sympathisants et amis de se réunir dans une ambiance détendue et fraternelle afin d'assister à un spectacle de qualité qui s'achèvera par un grand bal.

Cette année encore nous faisons appel au concours bénévole de tous les artistes : comédiens, conteurs et de tout autre domaine artistique tout comme aux musiciens.

Nous demandons à tous ceux qui ont un bon spectacle à montrer et à faire apprécier, artistes militants ou sympathisants du mouvement des travailleurs, de se faire connaître en prenant contact avec nos vendeurs et diffuseurs, et nous leur disons par avance merci.

Israël Répression en Cisjordanie

Depuis trois jours, d'importantes manifestations de la population arabe de Cisjordanie se déroulent. Elles ont été violemment réprimées par la police israélienne.

Rappelons que la Cisjordanie est occupée par Israël depuis la guerre israélo-arabe de 1967.

C'est la décision du gouvernement israélien d'expulser des Arabes de Galilée de leurs terres sous prétexte d'appliquer un plan de développement qui a déclenché les manifestations.

Il faut dire que la population arabe n'a jamais accepté l'occupation de la Cisjordanie et a en de multiples occasions manifesté sa volonté de se libérer de la présence israélienne.

A vouloir jouer les gendarmes au Moyen Orient, l'Etat d'Israël en vient à coloniser directement certains territoires. Ce faisant il s'enlise de plus en plus dans une sale guerre qu'il ne peut gagner. Une telle politique ne peut que se retourner contre les travailleurs israéliens. UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE NE PEUT ETRE LIBRE.

MARTINIQUE

GRÈVE DU BÂTIMENT CONTRE LES LICENCIEMENTS

A l'appel de la CGTM les ouvriers en Bâtiment étaient en grève générale le lundi 29 mars en solidarité avec ceux de la SOMET, en lutte depuis le mercredi 24 mars pour s'opposer aux licenciements de plus de 50 d'entre eux.

En effet depuis quelques semaines des dizaines de travailleurs ont été victimes de licenciements, alors que de lourdes menaces pèsent sur la tête de dizaines d'autres.

Dans un tract distribué à la population la CGT mentionne les licenciements de 90 travailleurs de Dragage pour le mois d'avril, alors que 80 ouvriers de la SOMET ont déjà reçu leur préavis.

On voit bien que la réalité tranche nettement avec les propos rassurants de l'administration coloniale. Car lors de la grève des ouvriers de Dragage en novembre dernier le préfet avait promis de prendre des mesures pour résoudre le problème des licenciements dans le Bâtiment.

En ce moment les travailleurs se rendent bien compte de l'importance à attacher à de telles promesses. Leur lutte actuelle en est la preuve.

Aujourd'hui plusieurs dizaines de travailleurs ont accompagné avec banderoles et pancartes leurs dirigeants en délégation au Conseil Général mais cela n'a rien donné. Les travailleurs de la SOMET continuent leur lutte jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction dans leur revendication.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOROR
COMMISSION PARITAIRE : N° 51728
RONEO DU JOURNAL : P.A.P.
CORRESPONDANT : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P. B.P. 386 F.D.F.
7ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 59